

=====
Référence de l'avis

F1299895

Envoyé le

03 Décembre 2020

Envoyé par

Bernard ROMAN-AMAT

Type d'utilisateur

Citoyen de l'UE

Pays d'origine

France

Initiative

Forêts — nouvelle stratégie de l'UE

Nous sommes un groupe de membres de l'académie d'agriculture de France (section "Forêts et filière bois" et nous exprimons ici un avis personnel. Le fichier joint explicite nos propositions qui tiennent en deux points : 1. Nous appelons de nos vœux une nouvelle Stratégie forestière de l'UE, claire et forte, appelant à une nouvelle mobilisation et dégageant des priorités d'action cohérentes. Il faut désormais ne pas opposer écologie et économie du bois, si l'on souhaite relever les défis du changement climatique, mais bien les considérer dans une même vision. 2. Nous soulignons deux priorités : a) Renforcer une approche intégrée des forêts et des usages durables du bois et des autres services, et mettre en cohérence les approches sectorielles qui ont une influence sur la gestion des forêts, à la fois au niveau des principes et en pratique b) Renforcer la recherche et l'innovation , notamment en pérennisant un "Partenariat européen" pour le secteur Forêt-bois. Sylvie ALEXANDRE, Yves BIROT, Andreas KLEISCHMIT von LENGEFELD, Jean-Luc PEYRON, Bernard ROMAN-AMAT

Réponse à la consultation sur la

« Feuille de route pour une stratégie forestière européenne »

Au-delà de leur forte présence dans le territoire et l'esprit des européens, les forêts jouent un rôle fondamental pour plusieurs stratégies et politiques européennes relatives au climat, à l'énergie, à la biodiversité, à l'eau, au développement rural, à une économie circulaire et durable fondée sur le vivant... Une stratégie forestière européenne claire et forte, appelant à une nouvelle mobilisation est indispensable pour dégager des priorités d'action cohérentes pour le secteur forêt-bois et efficaces vis-à-vis de ces différentes politiques et stratégies. Elle est aussi nécessaire parce que les politiques des Etats membres ne permettront pas, à elles seules, de relever les grands défis. La nouvelle stratégie forestière de l'U.E. doit s'inscrire pleinement au sein du Pacte vert pour l'Europe de la Commission européenne (« Green Deal ») et contribuer à la réalisation des Objectifs mondiaux du Développement Durable (ODD/SDG). Pour y parvenir, deux points méritent à notre avis de figurer au premier plan de la nouvelle « feuille de route ».

1. Renforcer une approche intégrée des forêts et des usages durables du bois et des autres services, et mettre en cohérence les approches sectorielles qui ont une influence sur la gestion des forêts, à la fois au niveau des principes et en pratique

Il s'agit tout d'abord de mettre en cohérence les différentes politiques publiques dont relève le secteur forêt-bois qui peuvent être parfois synergiques et parfois antinomiques. L'objectif d'une gestion durable des forêts, assurant à la fois les fonctions écologiques, économiques et sociales et prévenant les risques, est particulièrement adapté à cette réalité : il nous semble devoir être réaffirmé dans les principes et consolidé dans les faits. Il est pour cela nécessaire de dégager les véritables options et priorités du secteur, à la recherche d'un équilibre global. En particulier, il faut désormais ne pas opposer écologie et économie du bois, si l'on souhaite relever les défis du changement climatique, mais bien les considérer dans une même vision. Il convient ensuite d'organiser sur ces bases le dialogue entre la stratégie forestière et les autres stratégies ou politiques publiques de manière à renforcer l'efficacité de ces dernières pour le secteur forêt-bois.

Les objectifs mentionnés ci-dessus impliquent de disposer d'une information complète et à jour à l'échelle de l'Union sur les ressources forestières et leurs évolutions. Pour cela il convient de renforcer et de continuer à développer le système d'information forestière pour l'Europe (FISE) sous la responsabilité partagée de toutes les directions générales concernées de la Commission. Par ailleurs, les critères et indicateurs de gestion durable mis en place dans le cadre de *Forest Europe* doivent être homogénéisés et mieux utilisés. Disposant de toutes ces informations, et dans le cadre des décisions prises par le Conseil, le Comité Permanent Forestier devrait être chargé, en liaison étroite avec le comité consultatif de filière bois, d'assurer le pilotage au niveau communautaire des divers plans et programmes auxquels les forêts contribuent, en assurant leur cohérence et en recherchant l'équilibre souhaité. Ces deux instances devraient

aussi s'assurer de la déclinaison de ces plans ou stratégies, par la voie de directives et règlements, en y incluant les usages durables à promouvoir du bois énergie et du bois matériau et leur cycle de vie, qui sont jusqu'ici déconnectés des questions forestières. A partir des instances actuelles (CPF, comité consultatif de filière bois et comité consultatif du liège), une gouvernance «ad hoc», qui inclue les enjeux de la gestion durable des forêts et ceux des usages durables du bois, serait particulièrement utile au niveau communautaire, afin de décloisonner les approches des différentes enceintes qui suivent ces politiques.

Pour améliorer la connexion entre les instances communautaires et les acteurs de terrain, nous proposons de créer un centre de coordination en Europe pour le secteur forestier, qui mettrait en œuvre un réseau actif des parties prenantes : administrations forestières, propriétaires forestiers, scientifiques, municipalités, défenseurs de la nature, industries et activités utilisatrices du bois... Le rôle de ce centre pourrait être d'élaborer collectivement des analyses, des propositions concrètes ou des recommandations, à l'adresse de la Commission, des Etats membres, ou du Parlement européen.

2. Renforcer la recherche et l'innovation

Les défis auxquels la filière forêt-bois fait face en matière de changement climatique, de biodiversité, de bioéconomie, de résilience, de perception par la société... sont sérieux et complexes. Ils le sont encore plus lorsqu'ils sont considérés dans leur ensemble fortement pluridisciplinaire et dans leur contexte à long terme, changeant et incertain. Ils ne peuvent être relevés qu'au prix de progrès décisifs de la connaissance sur chacun d'entre eux et dans leurs interactions, dont l'analyse est indispensable pour construire une vision intégrée écologique, économique et sociale au service des politiques publiques.

Le niveau communautaire a prouvé son efficacité pour promouvoir et développer des travaux scientifiques aussi bien de haut niveau qu'appliqués, dans des champs qui vont des ressources naturelles et de l'environnement jusqu'à la bioéconomie. Il a bénéficié notamment des activités de la plateforme technologique forêt-bois-papier (FTP), de l'Institut forestier Européen (EFI), du groupe de travail stratégique du Comité permanent de la recherche agronomique (SCAR FOREST), de plusieurs ERA-Nets sur la forêt et le bois (WoodWisdom, Foresterra, Sumforest, ForestValue...), du programme COST de coopération scientifique et technique, des partenariats européens pour l'innovation dans le domaine agronomique (PEI-Agri)...

Mais le paysage européen de la recherche et de l'innovation dans les domaines de la forêt et du bois reste fragmenté. Pour cette raison et pour l'importance des défis auxquels il est confronté, il mérite une amplification considérable des programmes et de leur coordination. C'est pourquoi il est souhaitable de promouvoir une évolution vers un « Partenariat Européen » de la forêt et du bois au sens des nouveaux outils prévus par le programme cadre de recherche et innovation « Horizon Europe ». Une telle organisation répondrait au besoin de développer et synthétiser de manière pérenne les connaissances indispensables, de traiter les grandes questions interdisciplinaires qui se posent, de rassembler les contributions privées et publiques, nationales et communautaires, propres à soutenir ces efforts, d'alimenter aussi les filières de formation initiale comme professionnelle et, finalement, de mieux orienter les décisions de politique publique.

Voici quelques domaines dans lesquels un renforcement de l'investissement scientifique paraît particulièrement nécessaire :

- Développement d'un système de suivi à long terme, d'alerte en continu et de projection de l'état des forêts en termes de santé, de vitalité et de fourniture de services écosystémiques (en liaison avec le projet FISE de système d'information forestière pour l'Europe, les inventaires forestiers nationaux, le programme international coopératif ICP-Forests, le programme d'observation des terres « Copernicus ») ;
- Articulation de l'adaptation des forêts au changement climatique avec la contribution de la filière forêt-bois à la décarbonation de l'économie, et avec le développement de la bioéconomie ;
- Analyse et compréhension des représentations et des attentes de la société à l'égard du secteur forêt-bois ;
- Recherche d'une meilleure adéquation entre offre et demande de services écosystémiques ;
- Interfaçage de la foresterie avec le développement agricole (agroforesterie), l'aménagement urbain (verdissement des villes), le commerce international de produits agricoles (déforestation importée) ou forestiers (relocalisation des activités) ;
- Stimulation de l'innovation ouverte sur la base d'expérimentations systèmes construites au niveau des territoires avec tous les acteurs autour de plateformes de mutualisation et d'échange de données ;
- Optimisation de la circularité de l'économie du bois par l'amélioration des rendements-matière et des possibilités de recyclage, de réutilisation des produits, de récupération des produits en fin de vie et d'alimentation des filières chimiques et énergétiques ;
- Intégration accélérée des nouvelles technologies numériques et de la robotisation dans la filière forêt-bois.

Document du 3 décembre 2020

Sylvie ALEXANDRE, Yves BIROT, Andreas KLEINSCHMIT von LENGFELD,

Jean-Luc PEYRON, Bernard ROMAN-AMAT

Membres de l'Académie d'agriculture de France, section « Forêts et filière bois »

Response to the consultation on the "Roadmap for a European forestry strategy". *

Beyond their strong presence in the territory and in the minds of Europeans, forests play a fundamental role in several European strategies and policies related to climate, energy, biodiversity, water, rural development, a circular and sustainable economy based on living organisms... A clear and strong European forestry strategy calling for a new mobilisation is indispensable to identify priorities for action that are coherent for the forest-based sector and effective in relation to these different policies and strategies. It is also necessary because Member States' policies alone will not be able to meet the major challenges. The EU's new forestry strategy must be fully in line with the European Commission's Green Deal for Europe and contribute to the achievement of the Global Objectives for Sustainable Development (MDGs/GSDs). In order to achieve this, two points deserve in our opinion to be at the forefront of the new "roadmap".

1. To strengthen an integrated approach to forests and the sustainable use of wood and other services, and to bring coherence to sectoral approaches that influence forest management, both in principle and in practice.

First of all, it is a question of making the various public policies governing the forest-wood sector coherent, which can sometimes be synergistic and sometimes contradictory. The objective of sustainable forest management, ensuring at the same time ecological, economic and social functions and preventing risks, is particularly well adapted to this reality : it seems to us that it should be reaffirmed in principle and consolidated in practice. To this end, it is necessary to identify the real options and priorities for the sector, in search of an overall balance. In particular, it is now necessary not to oppose ecology and wood economy, if we wish to meet the challenges of climate change, but to consider them in the same vision. It is then necessary to organise on this basis the dialogue between forestry strategy and other strategies or public policies in such a way as to strengthen the effectiveness of the latter in forest-based sector.

In addition, the criteria and indicators for sustainable management set up within the framework of Forest Europe should be homogenized and better used. Having all this information at its disposal, and within the framework of the decisions taken by the Council, the Standing Forestry Committee should be responsible, in close liaison with the Advisory Committee on the Timber Sector, for steering at Community level the various plans and programmes to which forests contribute, ensuring their consistency and seeking the desired balance. These two bodies should also ensure the implementation of these plans or strategies, through directives and regulations, including the sustainable uses to be promoted of wood energy and wood materials and their life cycle, which have hitherto been disconnected from forestry issues. Based on the current bodies (CPF, the consultative committee for the wood sector and the consultative committee for cork), "ad hoc" governance, which includes the issues of sustainable forest management and sustainable uses of wood, would be particularly useful at the community level, in order to decompartmentalise the approaches of the different bodies that follow these policies.

In order to improve the connection between Community bodies and actors in the field, we propose the creation of a coordination center in Europe for the forestry sector, which would implement an active network of stakeholders: forest administrations, forest owners, scientists, municipalities, nature conservationists, wood-using industries and activities... The role of this center could be to collectively draw up analyses, concrete proposals or recommendations, addressed to the Commission, the Member States or the European Parliament.

Translated with www.DeepL.com/Translator (free version)

2. Strengthening research and innovation

The challenges facing the forest-based sector in terms of climate change, biodiversity, bioeconomy, resilience, perception by society... are serious and complex. They are even more so when considered as a whole in a highly multidisciplinary context and in their long-term, changing and uncertain context. They can only be raised at the price of decisive advances in knowledge about each of them and their interactions, the analysis of which is indispensable for building an integrated ecological, economic and social vision at the service of public policies.

The Community level has proven its effectiveness in promoting and developing both high-level and applied scientific work in fields ranging from natural resources and the environment to the bioeconomy. It has benefited in particular from the activities of the forest-wood-paper technology platform (FTP), the European Forest Institute (EFI), the strategic working group of the Standing Committee on Agricultural Research (SCAR FOREST), several ERA-Nets on forest and wood (WoodWisdom, Foresterra, Sumforest, ForestValue...), the COST programme for scientific and technical cooperation, the European Partnerships for Innovation in Agriculture (PEI-Agri)...

But the European landscape of research and innovation in the field of forestry and wood remains fragmented. For this reason and for the importance of the challenges it faces, it deserves a considerable increase in programmes and their coordination. This is why it is desirable to promote a move towards a "European Partnership" for forests and wood in the sense of the new tools provided by the "Horizon Europe" framework programme for research and innovation. Such a body would respond to the need to develop and synthesise, in a sustainable manner, essential knowledge, to deal with the major interdisciplinary issues that arise, to bring together private and public, national and Community contributions to support these efforts, to feed initial and professional training and, finally, to better guide public policy decisions.

Here are some areas in which an increased scientific investment seems particularly necessary :

- Development of a system for long-term monitoring, continuous alert and projection of the state of forests in terms of health, vitality and provision of ecosystem services (in liaison with the FISE project for a Forest Information System for Europe, national forest inventories, the international cooperative programme ICP-Forests, the "Copernicus" land observation programme) ;
- Articulation of the adaptation of forests to climate change with the contribution of the forest-based sector to the decarbonisation of the economy, and with the development of the bio-economy;

- Analysis and understanding of society's representations and expectations of the forest-based sector;
- Search for a better match between supply and demand of ecosystem services;
- Interfacing forestry with agricultural development (agroforestry), urban development (greening of cities), international trade of agricultural (imported deforestation) or forestry products (relocation of activities);
- Stimulation of open innovation based on systems for experimentation built at the territorial level with all stakeholders around data sharing and exchange platforms;
- Optimisation of the circularity of the wood economy by improving material yields and the possibilities for recycling, reuse of products, recovery of end-of-life products and supply to chemical and energy sectors;
- Accelerated integration of new digital technologies and robotization in the forest-wood sector.

Document dated December 3, 2020

Sylvie ALEXANDRE, Yves BIROT, Andreas KLEINSCHMIT von LENGEFELD,

Jean-Luc PEYRON, Bernard ROMAN-AMAT

Members of the « Académie d'agriculture de France »

* Translated with www.DeepL.com/Translator (free version)